

«L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.»

# La Commune

n° 117

Mensuel de l'organisation *La Commune - Pour un Parti des Travailleurs*  
membre du courant international *Mouvement socialiste des travailleurs* (IVe Internationale)

Mai 2017

2,50 €

**CODE DU TRAVAIL  
PAS TOUCHE !**

**Ni loi El Khomri 1  
Ni loi El Khomri 2**

**ABROGATION TOTALE !**

**Arthaud, Poutou : Qu'allaient-ils faire dans cette galère ? lire p. 6**

**Dossier : Qu'est-ce que l' UE ? : lire pp. 8 et 9**

**Où va le Venezuela ? lire p. 13**

## Notes sur le « changement démocratique »

Il a beaucoup été question de changement démocratique au cours de la campagne électorale. Mélenchon a su capter en sa faveur cette aspiration à en finir avec la V<sup>e</sup> République. Les marxistes que nous sommes ne sont pas indifférents aux formes de domination de la bourgeoisie, c'est-à-dire aux différents types de régimes sur lesquels, directement ou indirectement, la classe dirigeante (qui détient les moyens de production et les capitaux) exerce sa domination politique. Lénine considérait que la république démocratique facilitait la lutte pour le socialisme, en ce qu'elle permettait l'existence de ce que Trotsky appelait « *les foyers de démocratie ouvrière* » (syndicats, partis issus du mouvement ouvrier, organisation révolutionnaire, clubs sportifs ouvriers...). Lénine cherchait toujours la voie la plus pacifique possible pour renverser l'ordre établi, c'est-à-dire l'ordre bourgeois et capitaliste, contrairement à ce que prétendent ceux qui le dépeignent comme un partisan des insurrections violentes à tout prix et un être assoiffé de sang. Nous aurons l'occasion de revenir prochainement dans nos colonnes sur les conditions dans lesquelles les bolcheviks ont pris le pouvoir en 1917. Le marxisme, s'il exalte le « héros collectif » que sont les masses dans certaines circonstances ne fait aucune apologie de la violence. Il apprend surtout à y faire face par l'autodéfense active de masse contre les bandes armées du Capital et la répression de l'Etat.

Des mélenchonnistes nous écrivent : « *Ah, vous, vous voulez faire la révolution avec des fourches et des fusils* ». Mais qu'est-ce qu'une révolution ? C'est ce qu'un cheminot, face à Mélenchon, a appelé le « *point de rupture* », c'est-à-dire le moment où le mélange crise du pouvoir- crise sociale provoque l'explosion de façon inattendue. Il n'est en le pouvoir de personne de décider qu'une révolution aura lieu ou n'aura pas lieu. Pour l'instant nous sommes au début d'une situation révolutionnaire. Nous n'attendons pas que la révolution tombe comme un fruit mûr. Au reste, toute situation révolutionnaire ne débouche pas sur la révolution. Si on nous dit : « *changement démocratique* », nous serons tentés de dire « *chiche* ». A condition que ce soit un vrai changement démocratique : abolition de l'état d'urgence, amnistie de tous les syndicalistes et manifestants condamnés, fermeture de tous les centres de rétention, abolition de la justice administrative, abolition du mode de scrutin dit majoritaire par découpage de circonscriptions taillées sur mesure, suppression de la présidence de la République et du Sénat, abrogation de la Constitution de 1958-62 et élection d'une assemblée unique concentrant tous les pouvoirs, comme le voulait la constitution de la 1<sup>ère</sup> République du 24 août 1793<sup>1</sup>.

Ce n'est pas notre programme mais, parfois, un pas en avant « *vaut mieux qu'une douzaine de programmes* » comme le disent souvent les marxistes. Dès lors se posera le problème d'assemblées ouvrières et populaires et de l'action de classe pour contrôler le mandat des représentants à cette assemblée et révoquer ceux qui s'écartent de la défense des intérêts des salariés, des chômeurs, des jeunes et de la population pauvre. Des représentants à cette assemblée nationale unique, nous exigerons qu'ils votent une loi interdisant les licenciements et

les délocalisations, y compris par la réquisition, ou pour contraindre les grandes entreprises à réintégrer en leur sein la sous-traitance frappée par la crise. Nous n'avons donc absolument rien à craindre d'un tel changement démocratique mais nous n'opposons pas ce changement ou « un idéal de la démocratie » à la lutte de classes. A cette étape nous militons dans la voie de la grève générale qui posera au grand jour la question du pouvoir, de « qui doit décider ? ». C'est ce que ne fait pas Mélenchon, en proposant en guise de « *changement démocratique* » une assemblée constituante dans le cadre de la V<sup>e</sup> République siégeant à côté de l'Assemblée nationale, du Sénat et de la présidence de la République. Une Assemblée nationale réduite à une commission de révision constitutionnelle, dont une partie des membres seraient ...tirés au sort. Ce bel enfumage (qui n'a de démocratique que le nom) ne nous divertira pas de la tâche de l'heure : Unité pour l'abrogation totale de la loi El Khomri – A bas les ordonnances !

Luciano Menzi,  
21 mai 2017

1. <http://www.conseil-constitutionnel.fr/conseil-constitutionnel/francais/la-constitution/les-constitutions-de-la-france/constitution-du-24-juin-1793.5084.html>

# La Commune

Pour un Parti des Travailleurs

## Un VRAI travail Un VRAI salaire

### ABOLITION DU TRAVAIL PRECAIRE !

[www.lacommune.org](http://www.lacommune.org)

## Éditorial

# Re-décomposition et lutte de classes

### SOMMAIRE

Pages

• Bloc notes.....	2
• Editorial.....	3
• Chronique d'une chute de régime..	4
• A propos de Arthaud et Poutou.....	6
• FN : à qui la faute ?.....	7
• Dossier du mois.....	8
• Le PCF aujourd'hui.....	10
• Yémen.....	11
• Palestine.....	12
• Venezuela.....	13
• Histoire.....	14
• Théorie-Formation.....	15

### ABONNEMENT

Nom, prénom : .....

Adresse : .....

Code postal, ville : .....

Onze numéros : 26 €

Abonnement de soutien : 40 € ou plus

Chèques à l'ordre de : **ADIDO**

A retourner avec le présent bulletin (ou copie) à :

**ADIDO**

8, rue de la Forêt Noire  
34 080 MONTPELLIER

L'élection de Macron relève d'un coup de force sans force. Il est la dernière créature produite par un régime en perdition dont tous les traits antidémocratiques sont devenus visibles à l'œil nu. Après avoir joué à cache-cache pendant des mois de campagne, en se bombardant « issu de la gauche mais ni de gauche, ni de droite », se faisant passer pour un « centriste » de l'extrême-centre, il a opté aussitôt pour un ministre de droite, ombre portée de Juppé. Macron, roi sans couronne, s'apprête à tenir la place qui, en Grande-Bretagne, est dévolue à la reine. Président d'apparat et d'opérette, paraissant avec son épouse pour donner un tour royaliste à sa prestation. Dès à présent, les partis sont sommés de disparaître pour laisser place à des réseaux et des mouvances faisant allégeance à leur chef, où la « base » est réduite au rang de piétaille. Ils appellent tous cela : la recomposition. Mais, ici, la recomposition est la forme que prend la décomposition du pouvoir et des points d'appui politiques du « système » de la V<sup>e</sup> République.

Macron est en réalité minoritaire et, à plus d'un titre, illégitime. Ce qui frappe le plus les classes dirigeantes et leurs « médiatiseurs » est ce dont on parle le moins : l'ampleur de la « grève du vote » (37% d'abstentions, blancs et nuls) et son contenu social, à savoir le rejet des « réformes » et du régime politique qui les produit, la volonté d'en finir avec la loi El Khomri et de mettre à bas les ordonnances qui se trament. Face à ce refus, Mailly et Martinez se terrent. Mailly bafouille comme un bourgeois de Calais prêt à donner les clés du Code du travail, pourvu que les syndicats soient des « interlocuteurs » : « *Il est élu, légitime, avec même un beau score. Je ne fais pas de procès d'intention. On a dit ce qu'on avait à dire sur les points qui nous inquiètent mais qui sont encore imprécis, comme sur la question de l'inversion de la hiérarchie des normes. On a besoin de précisions, à la fois sur la forme et sur la méthode. Nous n'instruisons donc pas un procès a priori. Nous attendons de rencontrer le président de la République et, demain, son gouvernement pour voir exactement ce qu'ils veulent faire.* » « *Si le thème et le contenu des ordonnances*

*sont de nature consensuelle, il n'y a pas de problème. Sauf que là, ce que je crains, a priori, c'est que ce ne soit pas obligatoirement consensuel si les ordonnances sont aussi un moyen d'aller vite et d'éviter le débat. (...) On va voir si l'habit fait le moine, si, dans le costume de président de la République, il peut modifier certains points de son programme. Une des questions que je lui poserai, c'est quelle est sa conception du dialogue social. ... ».* En résumé : ne me retenez pas car je ne vais pas faire un malheur. Martinez, lui, se tient coi. Tout se passe d'ailleurs comme s'il y avait deux CGT, celle d'en haut et celle d'en bas. En bas, nous voyons par exemple L'UD CGT des Bouches du Rhône placarder : « *contre l'exploitation, le chômage et la précarité : abrogation totale des lois Macron et Travail* ». De son côté, l'UD Hauts-de-Seine (92) manifeste le premier mai sous une banderole pour « *l'abrogation totale de la loi El Khomri* ». Pour sa part, le syndicat CGT des Archives de France lance une pétition nationale pour l'« *Abrogation totale de la loi El Khomri – A bas les ordonnances Macron – Pas touche au Code du Travail* ». Seuls les hauts dirigeants FO et CGT légitiment Macron. Mélenchon s'y emploie tout autant : en faisant miroiter une cohabitation, il adoube Macron, il le légitime à son tour. Rappelons-le : dans le cadre d'une cohabitation, le chef de l'État a toujours le dernier mot. Si le chef de gouvernement ne lui fait pas des concessions sans limites, le président dissout le Parlement ou ne promulgue pas certaines lois. Le chef du gouvernement, pris dans un carcan prend sur lui toutes les mesures impopulaires. Ainsi Jospin, cohabitant avec Chirac privatisa à tour de bras, imposa l'annualisation du temps de travail, pratiqua la « non-intervention » face aux plans de licenciements. Nous connaissons la suite... En 2002, il s'effondra. Chirac fut réélu. Nous ne spéculons pas sur le résultat des législatives. L'heure est à l'unité des travailleurs et des organisations pour « *Ni loi El Khomri 1, ni loi –ordonnance El Khomri 2, Abrogation totale* ».

19 mai 2017

## Chronique d'une chute de régime

# Fuite en avant par ordonnances

« Mais suis-je pas bien fat de vouloir raisonner

Où de droit absolu j'ai pouvoir d'ordonner ? — (Molière, Sganarelle)

**Macron, avons-nous dit, est illégitime parce que minoritaire et minoritaire parce qu'illégitime. N'ayant été sacré roi par nul autre que Stéphane Bern, il entend ordonner sur ordre. Sa première cible est le Code du travail dans lequel la loi El Khomri a ouvert une brèche. Son gouvernement veut « très vite » consacrer la première ordonnance du roi sans couronne. Elle agirait alors comme une bombe à retardement à fort effet de souffle sur fond de crise politique aggravée.**

Dès le lendemain du second tour, la crise politique a connu un nouveau pic. Sa véritable trame de fond, ce sont les 16 millions de NI-NI (abstentions, blancs et nuls) et l'effet pervers du duel Macron-Le Pen : un chef de l'État dont la majorité des voix forment un vote contre Le Pen. Sa base réelle dans la société est cinq fois plus exsangue que les 45% du corps électoral lui ayant apporté sa voix.

### LR : échec et mat

Après la défaite historique du 27 avril, et pour la première fois depuis 1958 la disqualification du candidat de la droite gaulliste du second tour, la crise s'est transformée en maelström.

Édouard Philippe, député-maire LR du Havre, est nommé premier ministre.

Bruno Le Maire, député LR de l'Eure et ancien candidat à la primaire de la droite, est nommé ministre de l'Économie.

Gérard Darmanin, maire LR de Tourcoing, proche de Nicolas Sarkozy, est nommé ministre de l'Action et des Comptes publics.

L'onde de choc est extrêmement profonde. La République En Marche (LREM) ne présentera pas de candidats dans une vingtaine de circonscriptions où LR est sortant. En profitent notamment : Thierry Solère, Christian Estrosi, Xavier Bertrand, Benoît Apparu, Franck Riester, Hervé Mariton, Laure de La Raudière, Hervé Gaymard...

Jean-Paul Delevoye, président de la commission d'investiture de LREM se régalait et explique : « Ce n'est plus une question de clivage droite-gauche mais... d'avenir et de passé. »

### « La marque PS est démonétisée »

Tous les oracles qui, il y a encore dix ans, attestaient que la V<sup>e</sup> République allait se muer en un régime présidentiel à



l'américaine basé sur le bipartisme UMP – PS sont probablement saisis d'effroi devant le spectacle de la décomposition avancée de ces deux partis. Le PS est à présent en lambeaux. Le sénateur-maire d'Alfortville (94) Luc Carvounas, ex-« vallsiste », dresse un bilan sévère. Epinglant Le Drian et Valls, il dit : « je suis étonné de cette migration du PS (...) Cela veut dire qu'ils soutiennent un Premier ministre issu des rangs les Républicains (...) Qui a deux maisons perd la raison ». Anticipant sur la déroute qui attend le PS aux législatives, Carvounas dit : « Si nous sommes 20, 30, 40 ou 50, on peut se dire que les grandes cascades commencent par des petites gouttes d'eau ! ». Et, de conclure provisoirement : « la marque PS est démonétisée »<sup>1</sup>.

Pour Malek Boutih, soutien de Macron et candidat de « la majorité présidentielle », « le PS n'est plus un parti politique », c'est un « tribunal politique ». Parole de traître...

Gérard Collomb, maire PS de Lyon, est nommé ministre de l'Intérieur, bien décidé à ne pas lever l'état d'urgence. Jean-Yves Le Drian, ancien ministre de la Défense d'Hollande-Valls, est nommé ministre des Affaires étrangères.

Les anciens ministres des gouvernements Hollande-Valls-Ayrault sont préservés de candidats LREM tels Manuel Valls, Myriam El Khomri, Stéphane Le Foll et Marisol Touraine.

Tant de perfidie politique jette une lumière cruelle sur l'état du régime de la V<sup>e</sup>. Commence alors la fuite en avant pour tenter de prendre de vitesse la lutte de classes au moyen des ordonnances. Cette méthode n'est pas sans inconvénients. Elle laisse peu de marge au fameux « dialogue social ». Ce « dialogue social » est pourtant nécessaire pour hameçonner les syndicats, les réduire plus encore au rang de « partenaires sociaux ».

### Les ordonnances en marche

Le premier ministre s'en explique : « C'est une réforme majeure (...) Cela veut dire une discussion avec les organisations syndicales, qui est indispensable, et une discussion parlementaire qui aura lieu à l'occasion du vote de la loi d'habilitation qui permettra au gouvernement de prendre des ordonnances dans le cadre défini par le Parlement. (...) On ne s'engagera pas dans une réforme aussi puissante sans une phase de discussion avec les partenaires sociaux et le Parlement. (...) Nous aurons des rencontres bilatérales avec l'ensemble des organisations syndicales. Mais une fois que la discussion aura eu lieu, il faudra aller vite. On ne peut pas attendre deux ans pour achever cet exercice ».

Une première rafale de 3 ordonnances « musclant » la loi El Khomri est au pro-

## Chronique d'une chute de régime



Jean-Claude Mailly et Philippe Martinez

gramme de l'été qui vient :

- réforme du Code du travail
- fusion des CE et CHS CT
- barémisation des indemnités de licenciement abusif, sans cause réelle et sérieuse aux prud'hommes.

### Où vont Mailly-Martinez ?

Cela laisse l'impression d'une grande assurance de la part du gouvernement. En renonçant à exiger l'abrogation de la loi El Khomri, Mailly-Martinez donnent, de fait, le feu vert au pouvoir en place pour mettre ses ordonnances en batterie. Ces assurances ne suffisant pas, Mailly en rajoute encore une louche. Sur le principe des ordonnances, il dit le 22 mai : « Si je suis d'accord avec le contenu non ... Le tout est de savoir si le gouvernement va faire une vraie concertation » et se déclare « ni naïf, ni suspicieux » « on laisse une chance »<sup>2</sup>. La veille, il a dit : « De ce que j'ai pu entendre et lire, le message qu'envoie l'exécutif est que sur le code du travail, il y a des marges de manœuvre, de vraies marges de discussion. Si c'est le cas, Force ouvrière est prête à discuter »<sup>3</sup>. Or, s'agissant du contenu du dialogue social Edouard Philippe a été clair ce 21 mai : « discuter avec les syndicats pour enrichir et expliquer »<sup>4</sup>.

Il ne reste donc à Martinez qu'à jouer au chat et à la souris, moustache en bataille... Or, même en ayant le verbe haut, il n'entend même pas mettre l'abrogation de la loi Travail en préalable à toute discussion. Il l'a avalée et entérinée. Il commence donc par dire que « Ces ordonnances sont complètement

irrecevables ! » puis, il module « « Réformer le Code du travail n'est pas une priorité. L'assouplir ne permet pas de lutter contre le chômage », le tout pour dire : « on soumettra au Premier ministre une dizaine de mesures urgentes à prendre pour le pays. Si on écoute nos propositions, nous voulons bien parler du Code du travail. Mais notre objectif est de renforcer les droits des salariés. ». Ici, il y a évidemment maldonne : comment pourrait-on renforcer les droits des salariés si la loi El Khomri actuelle n'est pas abrogée ? Il précise alors : « Nous voulons être écoutés et qu'on prenne le temps de la discussion en tirant les enseignements du passé. Quand on veut dialoguer et qu'on est attaché au bien-être des salariés, on ne discute pas pendant les vacances. L'expérience de la loi Travail devrait attirer l'attention de ceux qui nous gouvernent aujourd'hui »<sup>5</sup>. Il en rajoute encore une pincée : « Qu'un Premier ministre contacte les organisations syndicales la première semaine de sa prise de fonction est plutôt une bonne chose. C'est une attitude correcte. »<sup>6</sup>



Laurent Berger

Avec des déclarations de ce type, le gouvernement n'a aucune raison de temporiser. D'autant moins que Martinez a appelé à voter Macron, tout comme le Berger (CFDT) du Medef.

Le présent, bien souvent, éclaire le passé. Au printemps 2016, en opposant temps forts et grèves tournantes (et « blocages ») au mouvement instinctif vers la grève générale, Martinez et Mailly « accompagnaient » le passage de la loi El Khomri. Le gouvernement et les médias tançaient vertement Martinez quand il perdait le « contrôle » des événements et de « ses troupes ». Va-t-on assister à nouveau à la reprise du même scénario ? Einstein a dit un jour : « La folie, c'est de faire toujours la même chose et de s'attendre à des résultats différents ». Depuis 95, les généraux de la CGT adoptent toujours la même stratégie. Mais, là encore, il y a toujours un rapport entre les moyens que l'on emploie et la fin que l'on vise. Quelle « fin » visent Mailly-Martinez ? Tout sauf le libre développement de la lutte de classes, sur son terrain direct, qui permet les combats victorieux. Tout sauf la satisfaction des revendications vitales et le maintien des conquêtes sociales que le capitalisme ne peut plus supporter. Mais la CGT et FO ne sont pas identifiables à cette poignée de « généraux ». Syndicalistes et salariés sont unis sur la base d'une même aspiration : Abrogation totale de la loi El Khomri – A bas les ordonnances

Stéphane Nakache,  
22 mai 2017

1. <https://www.pressreader.com/france/le-figaro/20170520/281724089486752>

2. <http://www.rtl.fr/actu/societe-faits-divers/mailly-pas-choque-par-la-pratique-des-ordonnances-s-il-est-d-accord-avec-le-contenu-7788596061>

3. [http://newscdn.newsrep.net/h5/nrshare.html?r=3&lan=fr\\_FR&pid=14&id=pXd1597ee5g\\_fr&app\\_lan&mcc=208&declared\\_lan=fr\\_FR&pubaccount=ocms\\_0&referrer=200620&showall=1](http://newscdn.newsrep.net/h5/nrshare.html?r=3&lan=fr_FR&pid=14&id=pXd1597ee5g_fr&app_lan&mcc=208&declared_lan=fr_FR&pubaccount=ocms_0&referrer=200620&showall=1)

4. [http://newscdn.newsrep.net/h5/nrshare.html?r=3&lan=fr\\_FR&pid=14&id=pXd1597ee5g\\_fr&app\\_lan&mcc=208&declared\\_lan=fr\\_FR&pubaccount=ocms\\_0&referrer=200620&showall=1](http://newscdn.newsrep.net/h5/nrshare.html?r=3&lan=fr_FR&pid=14&id=pXd1597ee5g_fr&app_lan&mcc=208&declared_lan=fr_FR&pubaccount=ocms_0&referrer=200620&showall=1)

5. <http://www.europe1.fr/politique/martinez-cgt-reformer-le-code-du-travail-nest-pas-une-priorite-3336719>

6. <http://www.lejdd.fr/politique/philippe-martinez-les-ordonnances-de-macron-sont-irrecevables-3337022>

## À propos des candidats Arthaud et Poutou

# Qu'allaient-ils faire dans cette galère ?

La décomposition ne frappe pas seulement les partis institutionnels, elle gangrène depuis un certain temps le NPA et, dans une moindre mesure, Lutte ouvrière, même si ce dernier courant est doté d'une forte carapace. En 2002, l'extrême gauche frôlait les 10%. En 2007, le total des voix LO et NPA n'atteint pas les 2%. Reste à savoir s'il faudrait systématiquement présenter des candidats au scrutin « suprême ». Réfléchissons-y.

Le commun des mortels se demande tout d'abord pourquoi LO et le NPA se montrent incapables de présenter un candidat commun. Quoi qu'il en soit, ces deux candidatures ont surtout servi à légitimer une élection qui ne l'était pas, au lieu de s'inscrire dans le courant ouvrier et populaire tendant à la « grève du vote ». Les deux candidats, à défaut de faire entendre la voix des exploités, ont exprimé leur pessimisme profond et l'ont repeint aux couleurs de l'« ultimatum » : la classe ouvrière doit reprendre conscience de sa force ont-ils répété à l'envi.

Pour notre part, nous ne notons pas les prestations des candidats, petits ou grands. Il s'avère simplement que dans sa forme la campagne de Nathalie Arthaud a été digne. A la différence du NPA, LO n'a pas mendié des parrainages d'élus via les médias et fait montre ainsi d'une certaine indépendance.

### Arthaud : impasse sur l'UE

Lors des débats télévisés, Nathalie Arthaud a une nouvelle fois couvert l'Union européenne à gauche, toujours avec la même rengaine : UE ou pas, les ouvriers sont exploités par le patronat. L'internationalisme dont elle se prévaut n'implique-t-il pas de lutter contre tout ce qui met en concurrence les salariés entre eux ? Nous n'avons pas oublié qu'en 1979, LO et LCR (aujourd'hui NPA) s'étaient présentés ensemble aux élections européennes<sup>1</sup> en s'affirmant « contre l'Europe des Trust » et pour « Les États unis socialistes d'Europe », antithèse de l'Union européenne multinationale<sup>2</sup>.

### Poutou, auto-dérisoire

Philippe Poutou, quant à lui, est un ouvrier de l'industrie. Dans un passé récent, il a été un excellent militant ouvrier syndicaliste combattant résolument et victorieusement avec ses camarades contre la fermeture de l'usine où il travaille. Une fois candidat entre les mains



Nathalie Arthaud

des différentes cliques qui se partagent la direction du NPA, rien ne va plus. Le NPA cherche alors à faire le buzz à tout prix. Au moyen de l'autodérision, son parti le pousse à se ridiculiser.

### « Désarmer la police » ?

Interrogé sur la question de la lutte contre le terrorisme, il répond tout de go qu'il faut « désarmer la police » et se plaint que la police fasse « chier » les jeunes de banlieue. Soyons simple : nous ne défendons pas la dite « police républicaine » qui serait gangrenée par l'extrême droite. La police est d'ailleurs, par essence, une bonne école pour devenir fascisant ou fasciste. Elle s'est d'ailleurs dotée de corps spéciaux (BAC, BST) propices à ce type de « radicalisation ». Sous un dehors ultra-gauche, Poutou propose, non pas de supprimer la police mais de la réformer. Nous sommes, quant à nous, pour sa suppression, tout en sachant qu'elle ne sera possible qu'une fois renversé l'Etat bourgeois et fondé un Etat-Commune. Dans l'attente, nous exigeons la levée de tout état d'urgence, l'arrêt des violences policières contre les jeunes et les manifestants, le châtement des coupables de crimes commis par des policiers, l'arrêt du contrôle au faciès et



Philippe Poutou

la suppression de la BAC et de la BST. La formule « désarmer la police » efface ces exigences-là et ne peut rencontrer aucun écho.

### Pour l'interdiction des licenciements, sauf ...

A juste titre, Philippe Poutou revendique l'interdiction des licenciements. Mais lorsqu'il est interrogé sur l'interdiction des licenciements, il nous explique qu'en définitive cela n'est possible que dans une économie planifiée. Ce n'est donc plus une revendication mais un objectif dans une autre société. Interrogé sur la défense de l'emploi à Fessenheim par un délégué CGT, Poutou fait acte de désaccord avec ce camarade car le NPA est contre le nucléaire. Dans les faits, cela veut dire que le NPA n'est pas pour l'interdiction des licenciements dans la filière nucléaire. Entérinera-t-il demain des licenciements dans des fabriques d'armement, puis dans toute industrie polluante (y compris, celles qui fabriquent des éoliennes) ?

### Caution démocratique

Ouvrier dans la vie et son combat syndical, Poutou devient un petit-bourgeois lorsqu'il est candidat. Au-delà de tout ce qui distingue Arthaud et Poutou, leur candidature a eu valeur de caution démocratique d'une élection qui ne l'est pas du tout et qui survient après la première vague du printemps 2016 : diversion pour figer le combat de classe anti-El Khomri, élection destinée à faire élire un représentant des multinationales et des banques d'affaires. Dans cette entreprise, NPA et LO découragent leurs militants et épuisent leurs forces. Le résultat final en atteste lourdement.

Isabelle Foucher,  
17 mai 2017

1. La liste LCR-LO obtient 3,1%.
2. Voir aussi notre dossier du mois.

## Progression du FN : à qui la faute ?

Avec une progression de près de 3 millions de voix entre le premier et le second tour et un score nettement meilleur que celui de 2002, le FN a fait de gros progrès, indéniablement. Si les résultats chiffrés peuvent faire froid dans le dos et faire dire à nos commentateurs patentés que « le fascisme est à nos portes », une petite réflexion s'impose.

Dans les années 1980, ne voyant le FN que comme un parasite du RPR, Mitterrand se réjouissait de l'émergence de ce parti qui devenait « une chance historique pour le parti socialiste »<sup>1</sup>. Mitterrand l'avait lui-même directement propulsé dans les médias en 1982<sup>1</sup>. A ce moment-là, le FN pesait 0.75% des voix. Dans le même temps, les médias boycottaient Laguiller et Krivine. Au départ, Le Pen n'était pas le messie des « fachos » qui sommeillaient, mais juste un « investissement » dans le marché électoraliste... On connaît la suite.

### Les affaires sont les affaires

Revenons à la « progression » d'aujourd'hui. Le FN a toujours aimé baser son discours sur « tous pourris », sans s'encombrer de scrupules en ce qui concerne son propre fonctionnement. Il suffit à la fille Le Pen de crier au complot et à l'acharnement pour rassurer son électorat sur ses démêlés judiciaires. Il n'en va pas de même pour Sarkozy et autres Fillon. Les casseroles s'accumulant, il arrive un jour où nombre d'électeurs de droite finissent par jeter l'éponge. Même si l'idéologie de droite dure reste tout à fait convenable à leurs yeux, ils apprécient beaucoup moins les escroqueries et les mensonges. Le score de Fillon en est la preuve : manœuvre pro-Macron ou non, le « Penelope gate » a eu un effet cataclysmique. Cette décomposition de la droite fut donc le dernier coup de pouce en date donné au FN.

### Le bruit de fond

Mais nous sommes loin du compte. Le parti *Le Pen & Cie* n'est pas assis sur une base seulement constituée de déçus de la droite, comme l'avait espéré « tonton » en son temps. Il lui faut de l'aide, une maintenance de tous les instants. Cette maintenance ne se résume pas, loin de là, aux jappements haineux des dirigeants FN. On la trouve davantage



J. Chirac dans *Le bruit et l'odeur*, 1991

dans le bruit de fond, tendance « *le bruit et l'odeur* »<sup>3</sup>, si chère à notre brave amateur de tête de veau et de binouze, j'ai nommé Jacques Chirac. Ce dernier qui, d'ailleurs, n'hésitait pas à déclarer, alors qu'il était président, que le FN était un parti « *profondément xénophobe, raciste et antisémite* »... L'épouvantail a bon dos et il peut toujours servir aux intérêts bourgeois (cf. élections de 2002 et 2017). La famille Le Pen sert d'abord à faire élire les Chirac et les Macron. Cette petite musique pestilentielle, destinée à monter, au sein de la populace la plus défavorisée, les prolos les uns contre les autres, est jouée avec virtuosité par tous les bords de l'échiquier politique.

### Le teigneux irresponsable

Durant le dernier et calamiteux quinquennat, c'est Valls qui a interprété la partition. Hollande n'a certes pas donné sa part au chien, mais le grand perdant de la primaire « de gauche » emporte la palme.

Valls a réussi à instaurer un racisme d'État sans précédent. Son attitude méprisante lors de l'affaire dite « du burkini » fera date. Soutenir des arrêtés municipaux illégaux et racistes a mis la touche finale à son numéro de teigneux irresponsable.

Tous ces pompiers-pyromanes savent très bien que le FN fait ses choux gras de tels dérapages. Il ne s'agit pas de faire grimper le parti d'extrême-droite, mais simplement de créer des écrans de fumée qui permettent de faire diversion et de faire passer leurs lois scélérates

qui lamineront la classe ouvrière. Cette même classe ouvrière sera ensuite sommée de ne pas voter Le Pen, voire de voter Macron au second tour. En matière de cynisme on atteint des sommets.

### Le chauvinisme imbécile

Et côté FI, on est en reste ? Oh que non... La banalisation du chauvinisme imbécile s'est installée chez Mélenchon, à coup de Marseillaise et de drapeaux tricolores.

On se dit rempart contre le fascisme, mais on le singe. On se dit la voix des travailleurs, mais on préfère ensuite dire « le peuple », puis « les gens ». Pour l'internationalisme du mouvement ouvrier, il faudra repasser. Dorénavant on fustige le travailleur « détaché » qui vient « manger le pain des Français ». Plutôt que de se battre vent debout contre l'Union européenne qui instaure la concurrence entre les salariés, on désigne ces mêmes salariés comme boucs émissaires...

Finalement, le FN est « tendance » puisqu'il sert de modèle à tous les discours, même ceux qui se disent le plus à gauche. Pourquoi ne récolterait-il pas les fruits de la situation ?

Après tout c'est lui qui détient le brevet de la xénophobie en France...

Vincent Lachefer,  
18 mai 2017

1. En juin 1984, Pierre Bérégovoy, ministre de F. Mitterrand, déclarait : « On a tout intérêt à pousser le FN, il rend la droite inéligible. C'est la chance historique des socialistes », (Cf. le livre de Valérie Igounet, *Le FN de 1972 à nos jours*, Seuil, 2014)

2. Voir l'ouvrage « *La main droite de Dieu - Enquête sur François Mitterrand et l'extrême droite* », Emmanuel Faux

3. voir wikipedia "le bruit et l'odeur"

## Dossier du mois

# Qu'est-ce que l'Union européenne ?

## Première partie

**Nous sommes partisans de la rupture avec l'Union européenne et ses institutions. Nous militons pour l'abrogation des traités dit « européens » et inconditionnellement pour « sortir de l'UE ». Il n'existe pas, selon nous, de Plan B dans le cadre de cette fausse Europe. Cela dit, nous ne sommes pas les défenseurs de la France face à une Europe de Merkel. La France, comme État, est un des piliers du dispositif de l'UE contre les travailleurs et les peuples. Explications.**

En 1979, Chirac disait des pro-Européens qu'ils étaient « *le parti de l'étranger* » et, à l'occasion des premières élections européennes, le PCF menait campagne contre « *l'Europe allemande* ». Le rejet de ce qui était alors la Communauté économique européenne (CEE) était facilement assimilé au chauvinisme et à la germanophobie. Son acceptation passait pour un élan généreux de pacifisme : ainsi, il n'y aurait plus de guerre en Europe, plus d'affrontement entre les vieilles puissances (Angleterre, Allemagne, France). La seconde guerre mondiale vécue par de nombreux adultes marquait encore fortement les mémoires. Défendant la dite « construction européenne », Mitterrand s'enflammait : « *le nationalisme, c'est la guerre* ».

Pour comprendre ce dont il est question, il nous revient sur la genèse de cette « construction ».

### Les premiers pas vers l'UE

C'est en 1950 que, de concert avec le ministre Robert Schumann, Jean Monnet, commissaire général au Plan, met en avant le principe d'une « *solidarité de production* » entre l'Allemagne et la France « *ouverte aux autres pays d'Europe* » dans le domaine de l'acier et du charbon. Dans la foulée, un an plus tard, se constitue la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA), première ébauche de ce qui deviendra l'Europe des Six<sup>4</sup>. Ce sera le premier traité européen. Les tentatives de mettre au point au début des années 50 une Communauté européenne de défense échoueront.

Le 25 mars 1957, deux traités sont signés à Rome par les six pays européens ayant participé à la création de la CECA. Le premier institue la Communauté économique européenne (CEE), qui a pour but la mise en place d'un marché commun, et le second la Communauté européenne de l'énergie atomique



(CEE) dite Euratom. Il s'agit donc bien de promouvoir une libre circulation des marchandises et des capitaux au sein de cet espace encore réduit et donc de supprimer les barrières douanières qui freinent ce flux.

Les avertissements de Mendès-France

Le député radical- bourgeois Pierre Mendès France s'en inquiète<sup>2</sup>: « *Nous aurons aussi à subir dans le Marché commun une concurrence redoutable (...) Certaines de nos industries, tout au moins, ne pourront pas s'adapter ou s'adapteront mal (...) En cas de marché commun sans barrières douanières ou contingents, ou bien avec des barrières et des contingents rapidement réduits puis éliminés, les marchandises dont les prix de revient sont les plus bas se*



Pierre Mendès France (1907-1982)

*vendent par priorité et dans tous les pays participants. Ces prix de revient sont fonction des charges qui pèsent sur la production. Or, la France connaît de lourds handicaps dans la compétition internationale. Elle supporte des charges que les autres n'ont pas, tout au moins au même degré : charges militaires, charges sociales, charges d'outre-mer. »* . Il poursuit : « *J'en viens, maintenant, aux charges sociales qui ont été évoquées à plusieurs reprises par un certain nombre de nos collègues. La seule harmonisation prévue en principe concerne l'égalité des salaires masculins et féminins dans un délai de quatre, cinq ou six ans. (...) Aucune autre généralisation d'avantages sociaux n'est vraiment organisée ni même garantie et cela apparaît si l'on énumère un certain nombre de ces avantages sociaux qui pèsent, dans une mesure qui est loin d'être négligeable, sur la productivité et sur les prix de revient. (...) La tendance à l'uniformisation n'implique-t-elle pas que les pays les plus avancés vont se voir interdire, au moins momentanément, de nouveaux progrès sociaux ? (...) C'est bien ce que donne à croire l'article 48 du projet en discussion, et dont voici le texte : « Après l'entrée en vigueur du*



traité, les États membres, afin de prévenir l'apparition de nouvelles distorsions de la concurrence, se consulteront mutuellement avant de procéder à l'introduction ou à la modification de dispositions législatives ou administratives susceptibles d'avoir une incidence sérieuse sur le fonctionnement du Marché commun. » (...) *Tout relèvement de salaire ou octroi de nouveaux avantages sociaux n'est-il pas dès lors, et pour longtemps, exclu pour les ouvriers français ? Sur ce point, je mets le gouvernement en garde : nous ne pouvons pas nous laisser dépouiller de notre liberté de décision dans des matières qui touchent d'aussi près notre conception même du progrès et de la justice sociale ; les suites peuvent en être trop graves du point de vue social comme du point de vue politique. Prenons-y bien garde aussi : le mécanisme une fois mis en marche, nous ne pourrions plus l'arrêter.* » Les craintes qu'exprimait ce député se sont plus que vérifiées. Pour les dissiper a été inventé par Mitterrand (et Mélenchon) le mythe d'une Europe sociale et le mirage d'une harmonisation sociale « par le haut » entretenu par la LCR puis son hologramme NPA.

## Main basse sur l'Europe

Mendès France le souligne : les États du vieux continent butent sur un réel problème économique : « *nos vieux pays européens sont devenus trop petits, trop étroits pour que puissent s'y développer les grandes activités du XX<sup>e</sup> siècle, pour que le progrès économique puisse y avancer à la vitesse qui nous est devenue nécessaire.* ». A cette contradiction de fer entre le caractère mondial de la production, la division internationale du travail et le maintien d'États nationaux, le capitalisme ne peut apporter que deux réponses : la compétition nationale à concurrence débridée et la guerre. Et l'une n'empêche pas l'autre. Il va d'ailleurs vite s'avérer que le marché unifié commun entrave la coopération entre pays. Ainsi, jusqu'à un passé récent, les rapports entre les sociétés nationales de chemins de fer pour le trafic international Voyageurs et Marchandises étaient fondés sur le principe de coopération : la convention Europ embrassait tous les pays d'Europe. La libéralisation du rail en cours actuellement a fait exploser ces cadres, à coup de directives européennes imposant la séparation entre l'infrastructure (les rails et bâtiment) et l'exploitation (les trains), et ordonnant la

concurrence. Laquelle entraîne la concurrence entre salariés des différents pays, propice à la xénophobie. Ces directives ferroviaires n'ont pas été dictées par l'Allemagne mais ont été édifiées sur la base de rapports de commissaires bien français, tel Simon Nora, il y a cinquante ans déjà.

## De Gaulle, champion de « l'intégration européenne »

Un an après le traité de Rome, de Gaulle prend le pouvoir. La politique économique de cet « eurosceptique » fut guidée d'un bout à l'autre par la marche à l'intégration européenne. De nos jours, les élites anti-libérales (plus ou moins) se plaignent de la dictature de l'économie sur la politique et de la dictature de l'économie financière sur l'économie réelle. Il s'agit en fait de la dictature des



Signature du traité de Rome (1957)

taux de profits capitalistes, c'est-à-dire la proportion en pourcentage dans laquelle un capital investi dans une activité augmente au cours de cette activité. Plus ce pourcentage de profit est élevé, plus l'investissement pourra être amorti rapidement et plus vite seront amortis les moyens de production engagés, à commencer par les machines. Cela, de Gaulle l'a parfaitement assimilé. De même, il a parfaitement compris que les investissements productifs seront de plus en plus lourds, compte tenu des capitaux qu'il faut engager dans les machines et ce qu'on appelle alors « l'automation ». Il a tout autant compris que si les investissements dans les machines et les infrastructures sont incompressibles, l'investissement dans les effectifs et les salaires peut être comprimé jusqu'à être réduits à la portion congrue. D'autant que l'automation est source de compression de personnel et

de déqualification. Ce qui réduit d'autant les débouchés de la production sur le marché intérieur puisque cette donne met un frein à la consommation des ménages. Le marché intérieur est devenu trop étroit. De Gaulle agit pour faire entrer la France de force dans la compétition internationale. Cela implique des restructurations industrielles sans pitié, des attaques contre les salaires et la réduction de la part des salaires mis dans le pot commun de la Sécurité sociale (part ouvrière et part patronale des cotisations). Une politique qui va se heurter à partir de 1963 (grève des mineurs) à une résistance tenace qui culminera dans la grève générale, en mai-juin 1968.

## CEE : « État-major des capitalistes contre la classe ouvrière »

D'entrée de jeu, la CEE va être un « *État-major des capitalistes contre la classe ouvrière* »<sup>3</sup> dont la Commission de Bruxelles est l'institution – clé, agissant comme un directoire. Sa mission poursuit un seul but : extorquer un maximum de plus-value aux salariés et donc briser tous les acquis, statuts qui entravent les taux de profits. Cette institution supranationale n'en est pas moins l'émanation des gouvernements nationaux et non une « Eurocratie ». Elle participe de l'imbrication de tous les États et de l'oligarchie financière. Ce n'est donc pas au nom de la défense de l'État- nation français et de sa souveraineté comme État que nous combattons l'UE, mais de notre point de vue internationaliste : l'unité des travailleurs et des peuples d'Europe, à l'opposé de cette concurrence en bande organisée

A Suivre

Daniel Petri,  
17 mai 2017

1. La Belgique, la France, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas et la République fédérale d'Allemagne (RFA).

2. [https://blogs.mediapart.fr/danyves/blog/...](https://blogs.mediapart.fr/danyves/blog/)

3. Nous reprenons ici la bonne formule trouvée dans la revue Tribune internationale – La Vérité n°46 – Mars 1989 – revue de ce qui était alors la IV<sup>ème</sup> internationale – centre international de reconstruction (courant lambertiste).

## Le PCF aujourd'hui

# Le PCF peut-il survivre ?

**Le PCF n'est plus que l'ombre de lui-même. On a peine à imaginer qu'il y a quarante ans, il était doté de milliers de cellules d'entreprise, d'une armée de permanents, était à la tête de nombreuses villes et villages et obtenait des scores supérieurs à 20%. Son déclin s'amorçait déjà mais pouvait sembler passer. Le premier choc fut celui du 26 avril 1981 quand son candidat, Georges Marchais, n'obtint que 16% des voix au premier tour des présidentielles. Retour sur cette « spirale du déclin ».**

**E**n 1988, le PCF obtint moins de 7% des suffrages aux présidentielles. Mais, en 1995, il sembla qu'il remontait la pente : Robert Hue obtenant 9% des voix.

De 1981 à 1984, le PCF a donc participé au gouvernement Mitterrand Mauroy et s'est associé aux mesures d'austérité et de dérèglementation de ce gouvernement. Quelques années plus tard, ses dirigeants jurèrent que l'on ne les y reprendrait plus. A l'Est, les régimes staliniens s'effondraient.

### Les chutes électorales

Mais en 1997, le PCF participa au gouvernement de cohabitation Chirac-Jospin. Privatisations en chaîne, dérèglementation du temps de travail, inertie face aux plans de licenciements. Cinq ans plus tard, Robert Hue chutait avec 3% des voix, un score inférieur aux deux candidats qui se réclamaient du trotskysme, Laguiller et Besancenot. La cure d'opposition ne lui permit pas de « se refaire ». Aux présidentielles de 2007, sa candidate, Marie Georges Buffet, ne parvint pas à atteindre le seuil des 2% ; un score aussi groupusculaire que crépusculaire.

### Front de gauche : tremplin vers l'abîme

Le PCF trouva alors un raccourci : le Front de gauche avec Mélenchon qui venait de quitter le PS en 2008. Mélenchon fut le candidat du Front de gauche et sous cette nouvelle étiquette, obtint 11% en 2012. Mélenchon dut aux militants du PCF sa dynamique de campagne, ses grands rassemblements. Il s'avéra que les dirigeants du PCF avaient joué à l'apprenti sorcier : Mélenchon leur échappa des mains. Nous connaissons la suite et la fin : après avoir été relégué au rôle de figurant dans la dernière campagne de Mélenchon, placé sous l'éteignoir de la



Jean-Luc Mélenchon et Pierre Laurent

FI, le PCF se voit exclu de tout accord électoral en vue des législatives par la FI. Le PCF a pris sur lui de mener campagne entre les deux tours pour le vote Macron.

### Suicide ? Non, collaboration de classes

Nous pourrions dire que la direction du PCF a mené une politique suicidaire. Ce serait un peu court. L'appareil central du PCF s'est attaché depuis des décennies à défendre l'ordre établi, c'est-à-dire l'ordre bourgeois. Sans en refaire l'histoire, il faut rappeler entre autres méfaits : le vote des pouvoirs spéciaux à Guy Mollet, chef « socialiste » du gouvernement, en 1956 qui donna le feu vert à la torture et aux camps de concentration en Algérie, mais aussi à la guillotine. Tout un arsenal qui fut « employé » contre les militants du PCF. Il faudrait évoquer le « sale boulot » des ministres PCF des années 80 ou 90 : forfait et budget global hospitalier, acceptation du Plan acier de Mitterrand qui détruisit des dizaines de milliers d'emplois dans la sidérurgie, acceptation de la désindexation des salaires sur les prix qui en dix ans se solda par la perte de 20% du pouvoir d'achat salarié. A la fin des années 90, ce fut J.-C. Gayssot, ministre des Transports qui entérina la séparation de la SNCF en RFF et SNCF, s'opposa à l'interdiction des camions au tunnel du Mont Blanc, imposa avec l'aide de la CFDT l'annualisation du temps de travail des camionneurs, détacha le

SERNAM de la SNCF, et privatisa Air France. Dans le même temps, son secrétaire général s'ingénia à gommer toute référence au marxisme et à la lutte des classes, sous couleur de « mutation ». En 1993, un congrès du PCF bannit totalement toute idée « d'abolition de la propriété privée » et lança un nouveau produit « théorique » : la société mixte à dominante sociale.

### Victimes de Mélenchon ?

Contrairement à ce qu'avancent les historiens du jour, les chefs du PCF et les présentateurs télé, ce ne sont pas Mitterrand puis Mélenchon qui ont laminé ce parti mais son propre appareil central. En propulsant Mélenchon, ces gens-là n'ignoraient pas à quoi ils s'exposaient. Mélenchon n'a pas grand mérite à avoir utilisé le PCF comme tremplin pour la poursuite de sa carrière : la direction du PCF lui a apporté ce « tremplin » sur un plateau.

Les militants du PCF, dans leur grande majorité, estimaient que leur parti était le « plus à gauche », le plus lié à la vie syndicale dans les entreprises. Ceux sont eux qui, par leur dévouement et leurs réflexes de classe, ont permis au PCF de survivre. La direction du « parti » perd leur confiance. Ils l'ont vue voter l'état d'urgence. Ils l'ont vue leur imposer la « campagne Mélenchon » au travers d'un référendum où les adhérents occasionnels pouvaient voter au même titre qu'eux. En revanche, pour appeler à voter Macron au second tour, la direction du PCF n'a consulté personne.

Luciano Menzi,  
10 mai 2017

## Yémen

# L'impérialisme sème la guerre et les épidémies

**Le Yémen est au centre d'un conflit international depuis 2015 mais cette guerre intéresse peu les médias. Il a fallu que l'épidémie de choléra qui frappe la population (30 000 cas de choléra depuis octobre 2016<sup>1</sup>) prenne une ampleur considérable pour que les médias occidentaux s'en émeuvent. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) s'attend à plus de 250 000 cas d'ici six mois. Premier aperçu.**

« La vitesse de recrudescence de cette épidémie de choléra est sans précédent », a déclaré aux médias à Genève, par téléphone, le représentant de l'OMS dans le pays, Nevio Zagaria<sup>2</sup>.

L'OMS, prolongement « sanitaire » de l'Organisation des Nations Unies (ONU), est donc chargée d'apporter un semblant de caution « humanitaire » aux crises sanitaires créées par les États au service desquels elle se trouve<sup>3</sup>. Cela permet ainsi aux médias de déconnecter la question sanitaire de la question politique : « Yémen : à la guerre s'ajoute une épidémie de choléra sans précédent » (L'Express, le 15 mai 2017) ou de se contenter d'effectuer un décompte macabre des victimes dont ils sont friands (une recherche dans Google actualité sur le sujet est, à cet égard, édifiant). Comme si l'épidémie de choléra tout comme la famine qui arrive ainsi que les millions de déplacés n'étaient pas une conséquence directe de la guerre menée par la coalition dirigée par l'Arabie saoudite ! Cette coalition arabo-sunnite, avec la complicité de ses alliés occidentaux, France, Angleterre et États-Unis, qui apportent soutien militaire et armement sont, ici comme partout au Moyen-Orient responsables du chaos et des crises humanitaires qu'ils engendrent.

### Les causes du conflit

Comme en Égypte ou en Tunisie, un vent révolutionnaire s'est levé au Yémen dès janvier 2011 et a fini par chasser le président Ali Abdallah Saleh. Cet élan démocratique des populations, fut, comme dans l'ensemble des pays arabes, d'abord réprimé puis contenu par les forces politiques constituées qui, dès lors, vont l'utiliser à leurs fins (ici islamistes, houthistes, sudistes et les nombreuses tribus). Le nouveau président Hâdi, en voulant créer un État fédéral (composé de 6 régions) va alors déclencher la colère des houthistes (chiites soutenus par l'Iran) qui perdent une partie de leur territoire et provoquer une guerre civile. Le conflit entraîne le



morcellement du pays en zones d'influences diverses et les houthistes finiront par prendre Sana (la capitale) en septembre 2014 tandis que Hâdi s'installe à Aden, avec le soutien de l'Arabie saoudite. Dans le même temps, la confédération tribale des Hached (sunnite), filiale d'AQPA (Al-Qaïda dans la péninsule arabique) peut se développer grâce aux largesses des Saoudiens...

C'est ainsi que l'arrivée au pouvoir du roi Salman en Arabie saoudite en 2015 et la montée des houthistes soutenus par l'Iran vont servir de prétexte aux Saoudiens pour intervenir militairement au Yémen en mars 2015 et déclencher la guerre actuelle.

### Les juteux contrats d'armement

Pour mener leur guerre au Yémen, les riches monarchies pétrolières peuvent compter sur le soutien indéfectible de leurs alliés occidentaux : le premier voyage à l'étranger de Trump est pour le roi saoudien Salman, avec à la clef, un contrat de vente d'armes de 100 milliards de dollars. Hollande et Valls ont, pour leur part, conclu un contrat de 10 milliards d'euros dont 30 patrouilleurs (Dassault). Mais les impérialistes

occidentaux ont aussi les mains dans la boue et dans le sang : les États-Unis mènent des raids aériens meurtriers<sup>4</sup>, la France y participe activement, mais « discrètement » d'après les propos d'un officier interviewé par le Figaro<sup>5</sup>.

Le Yémen rejoint la longue liste des pays où les puissances impérialistes, régionales ou occidentales perpétuent des crimes contre l'humanité, génèrent chaos et désolation.

Au Yémen comme ailleurs, il manque cruellement un mouvement anti-guerre mondial qui mène campagne et manifeste partout pour l'arrêt des interventions des forces impérialistes au Proche et Moyen-Orient.

**Julie Charmoillaux,  
20 mai 2017**

1. Source : Médecins du monde dans [http://www.lemonde.fr/idees/...](http://www.lemonde.fr/idees/)

2. [http://www.lemonde.fr/international/...](http://www.lemonde.fr/international/)

3. L'OMS, financée par les États, les laboratoires pharmaceutiques ou les grandes entreprises, se met en réalité au service de ses différents maîtres selon la conjoncture.

4. [http://www.lemonde.fr/proche-orient/...](http://www.lemonde.fr/proche-orient/)

5. Article G. Malbrunot, Le Figaro, 11 mai 2016.

## Palestine

# Grève de la faim des prisonniers palestiniens

**Marwan Barghouti a lancé une vaste grève de la faim des prisonniers palestiniens. Malgré les risques, leur mouvement est sans faille. Malgré les mensonges et manipulations du pouvoir sioniste, les grévistes et leurs familles accentuent la lutte. Ils étaient des milliers à commémorer le triste anniversaire de la Nakba<sup>1</sup>, début du calvaire du peuple palestinien.**

La longue histoire de prisonniers palestiniens en grève de la faim, collective ou individuelle, est révélatrice de l'absence de garanties d'avoir un procès juste au sein du système des tribunaux militaires et civils de l'occupation sioniste et en conséquence de leur manque de confiance dans toute procédure judiciaire.

## Une nouvelle grève de la faim massive

Les prisonniers palestiniens et ceux qui sont en détention administrative ont eu recours à des grèves de la faim dès 1968, en signe de protestation légitime et pacifique contre la politique de détention et contre les conditions cruelles de l'emprisonnement (usage du cachot, refus des visites de la famille, soins médicaux inadéquats, torture et autres formes de traitements cruels, inhumains ou dégradants...).

Les revendications des grévistes de la faim sont d'ordre purement démocratique : ils demandent la fin du refus des visites familiales, le droit de poursuivre des études supérieures, de disposer de soins et traitements médicaux appropriés, la fin de l'isolement cellulaire et de la détention administrative - emprisonnement sans inculpation ni procès, et sans limite de temps - parmi d'autres revendications pour les droits fondamentaux.

## La grève de tous les risques

Les participants de cette action, qui comprend actuellement quelque 1500 prisonniers palestiniens, ont refusé de manger et de prendre des vitamines depuis le début de la grève le 17 avril, ne consommant qu'un mélange de sel et d'eau comme moyen de subsistance. Tous ces militants ne sont pas sans connaître les risques d'une telle grève. Aux grèves de la faim sont associés des risques pour la santé, tels que graves pertes de poids, faiblesse, de la fatigue, perte de sommeil, perte auditive, cécité, crises cardiaques, faiblesses rénales et

d'autres organes.

Le dirigeant de la grève, Marwan Barghouti, a arrêté de boire de l'eau en réponse au refus persistant d'Israël de répondre aux revendications des grévistes de la faim. Une déclaration publiée par le « comité des médias » mis en place pour appuyer la grève a averti que les détenus grévistes sont « dans un état de santé critique » mais que « malgré cela, les grévistes ont envoyé de nombreux messages confirmant qu'ils continueront la grève jusqu'à ce que leurs demandes soient satisfaites ».



Marwan Barghouti

## La répression sioniste continue

Tous les prisonniers participant à la grève ont été transférés depuis plusieurs dizaines de prisons israéliennes et concentrés dans les prisons de Beersheba, de Shatta et de Ramallah, respectivement au Sud, Nord et centre de l'État sioniste. Ces prisons ont toutes des hôpitaux de fortune installés et mis en place au début de la grève. Cette initiative a soulevé l'inquiétude que les grévistes, qui subissent de graves détériorations de leur santé, soient soumis en masse à l'alimentation forcée – en violation des normes internationales de l'éthique médicale et du droit internatio-

nal qui considèrent cette pratique comme inhumaine et même comme forme de torture. « *Gavage forcé* » qui a entraîné la mort de nombre de grévistes de la faim dans le monde et en Israël même. Dans le même temps, la manifestation de l'anniversaire de la Nakba à Ramallah a été sauvagement agressée par l'armée sioniste : onze Palestiniens blessés par des tirs de balles en caoutchouc.

## Les sales manœuvres du pouvoir sioniste

Afin de discréditer le mouvement lancé par Marwan Barghouti, le régime d'apartheid met tout en place pour casser la grève de la faim. Depuis qu'il a lancé le mois dernier cette grève de la faim massive, les autorités israéliennes ont cherché à faire croire que le mouvement ne serait qu'une manœuvre politique de Marwan pour asseoir sa popularité.

Le ministre de la Sécurité Publique, Gilad Erdan, qui a appuyé la légalisation de l'alimentation forcée en 2015, a dit de Barghouti qu'il était « *un meurtrier et un hypocrite* ». « *La grève de la faim des prisonniers palestiniens n'a rien à voir avec leurs conditions carcérales et tout à voir avec l'intérêt politique de Marwan Barghouti* ». Comme tous les régimes dictatoriaux, Israël nie toutes responsabilités dans sa négation des droits démocratiques des prisonniers et de la population palestinienne.

Face au silence, la solidarité internationale se développe pour soutenir les prisonniers et leurs familles dans leur juste lutte. En France, la CGT a pris la défense des prisonniers<sup>2</sup>.

**Francis Charpentier,  
18 mai 2017**

1. Nakba : De l'arabe yawm al-nakba (« le jour de la catastrophe »), désigne l'expulsion des Palestiniens, en 1948, de leurs villes et villages. La Nakba a eu lieu le 15 mai 1948.

2. <http://www.cgt.fr/La-CGT-solidaire-des-prisonniers.html>

Venezuela

## Où va le Venezuela ?

**Pour comprendre la situation et lever le voile sur les informations qui sont diffusées dans le monde, inutile d'écouter la coalition de droite (MUD) pro-impérialiste ni la version du président Maduro. Le point de départ d'une analyse sérieuse se caractérise par un constat clair : le gouvernement de Maduro n'est pas de gauche. Son attitude et ses mesures quotidiennes ne sont ni de gauche ni socialistes. Bien que se réclamant de Chavez, Maduro a pris le chemin de l'austérité.**

La politique de Maduro a entraîné la détérioration du niveau de vie et la recomposition politique de la bourgeoisie dans la MUD. Bien entendu, nous sommes contre la MUD qui demande à la population de descendre dans la rue contre Maduro pour la démocratie mais en réalité veut virer Maduro afin de réinstaller un gouvernement directement pro-impérialiste.

Bien sûr, nous comprenons les militants qui ressentent de la frustration alors qu'ils ont participé à l'énorme mobilisation populaire pour la nationalisation des grandes entreprises.

### Comment lutter contre le sabotage de l'impérialisme mondial?

Le gouvernement a souffert de la baisse du prix du pétrole et du sabotage économique par l'impérialisme ; les problèmes sociaux en seraient la conséquence. Cela signifie-t-il que les problèmes viendraient de « l'extérieur » et que Maduro, le PSUV et l'appareil d'État n'ont pas de responsabilité ?

Bien que ces facteurs existent, ce ne sont pas les éléments centraux qui expliquent la crise. La raison principale provient du fait que, pendant des années, le gouvernement a pris des décisions de régression sociale pour continuer à payer la dette extérieure complètement illégitime.

### Ni Maduro, ni la MUD

C'est ce qu'explique Marea socialista par la voix de Carlos Carcione : « *la contre-révolution économique a été mise en marche pour affronter la baisse des prix du pétrole, pour maintenir les profits du grand capital, pour détourner les dollars de la nation et faire payer la dette extérieure aux citoyens. Maduro a choisi de sortir de cette crise en provoquant la faim, la pénurie des médicaments et la misère. À l'aide de recettes d'austérité, l'appareil d'État et les grandes entreprises se sont partagé les biens publics, c'est la réalité incontournable* ».



L'issue ne passe pas par Maduro, ni par le PSUV ou la MUD.

### Aucune manifestation avec la droite !

La droite veut réinstaller son empire avec les grandes entreprises capitalistes et financières. Écouter les dirigeants de la MUD parler de démocratie est une insulte à celle-ci. Si des millions de manifestants arpentent les rues, la responsabilité en incombe au gouvernement et au PSUV qui ont préparé la catastrophe économique et donné la possibilité à la droite de réapparaître pour préparer un coup d'État.

Rien de bon ne viendra de ce côté-là. Nous n'avons pas appelé aux manifestations et nous condamnons les dirigeants politiques qui y appellent et poussent à des actions réactionnaires et violentes même si nous défendons le droit démocratique de manifester pour tous ceux qui y participent.

### Qui doit décider ?

Pour sortir le Venezuela de la misère et de la catastrophe sociale, les organisations ouvrières, les militants du « chavisme critique » indépendants du gouvernement doivent avancer leurs propositions anticapitalistes et socialistes. C'est la tâche urgente pour une sortie positive.

Dans cette situation, la question principale repose sur un point : qui doit décider du chemin que doit suivre le Venezuela ?

De notre côté, nous pensons que c'est le peuple, la majorité ouvrière et populaire, qui doit décider de qui doit gouverner pour sortir de ce bourbier.

Marea Socialista répond bien à cette question : « *la solution électorale est insuffisante et elle ne résoudrait pas la crise, encore moins, si le gouvernement ne reconnaît pas, à tous les partis, le droit de parler et de se présenter. C'est le sort qui est réservé à Marea socialista. Le gouvernement refuse un droit d'expression élémentaire et censure ce courant politique pourtant présent dans tout le pays avec des dirigeants reconnus nationalement. L'État pratique la calomnie pour éviter la critique et les positions indépendantes. Dans le même sens, l'appareil d'État s'attaque au site internet<sup>1</sup>. Malgré cet échafaudage bureaucratique, des opinions divergentes de Maduro, du PSUV et de la MUD se déclarent à l'intérieur même des bases bolivariennes.* »

De mois en mois, le nombre de voix qui ne s'oriente ni vers Maduro ni vers la MUD est en constante augmentation. Ce sont des milliers de personnes qui cherchent un chemin indépendant des appareils.

Pour que le Venezuela sorte de la crise économique et politique, notre tâche est d'organiser, de fortifier une fraction indépendante du gouvernement et du PSUV qui part de la défense des acquis sociaux du bolivarianisme, en rassemblant dans un projet anticapitaliste de longue portée, une nouvelle alternative socialiste de gauche, anti-impérialiste, pour battre la droite, l'impérialisme et les bureaucraties de tout poil.

Rémi Duteil,  
16 mai 2017

1. [aporrea.org](http://aporrea.org)

## Histoire

# Les mutineries de 1917

**En 1917, cela fait trois ans que la plupart des soldats sont engagés dans la pire boucherie que le monde ait connue jusqu'alors. L'épuisement, l'absence d'horizon (aucune paix ni trêve en vue), le risque quotidien de mourir ou d'être mutilé, la vision des camarades tombés au prétendu « champ d'honneur » rendent intolérable la poursuite de la guerre sans broncher. Les mutineries éclatent surtout en deuxième ligne, ou dans les baraquements, gares et dépôts où les troupes relevées attendent l'ordre du retour en première ligne, là où se soulever est impossible physiquement.**



Le Soviet de La Courtine

La résistance à la hiérarchie militaire a commencé dès le début : en septembre 1914, après un premier mois de guerre particulièrement sanglant, le maréchal Joffre engage la répression contre les « coupables » de l'échec de son plan XVII, qui vise des troupes réticentes à l'engagement au combat et marquées par une succession de désertions individuelles ou en petits groupes. Les exécutions de mutins ont été les plus nombreuses en 1914 et 1915<sup>1</sup>.

### Du chemin des dames à la Crosse en l'air

En avril 1917, le général Nivelle prétend s'emparer des hauteurs du Chemin des Dames, dans l'Aisne. Il envoie à une mort certaine plus de 40 000 soldats, Français et Africains entre le 16 et le 22 avril 1917 dans un assaut stérile contre des lignes imprenables. Nivelle, à son insu, va fomenter la colère qui se mue rapidement en mutinerie.

Les mutineries commencent alors par des grèves de soldats, des actes de désobéissance pour un plus grand temps de repos, pour une meilleure ration. Les mutins sont quelques dizaines de milliers (par rapport aux divisions en ligne, on dira une proportion de 1 pour 15) et disent clairement : « À bas la guerre ! », reprenant sans les connaître des mots d'ordre des conférences de Kienthal et Zimmerwald. Et, à bas la

guerre, ce n'est pas « la guerre autrement » ! Parmi les mutins, il y a quelques ouvriers (tous ne sont pas réquisitionnés dans les usines), peu de paysans, beaucoup d'instituteurs, et parmi ceux-ci, quelques militants.

### La répression des combattants anti-guerre

L'armée relève 113 incidents entre le 29 avril et le 5 septembre, avec un pic autour du 1<sup>er</sup> juin. Les fronts les plus concernés sont l'Aisne surtout, la Marne, la Meuse et les Vosges. Mille soldats signent une pétition pour « la paix tout de suite ». Dans la 14<sup>e</sup> division d'infanterie, un officier mitraille ses soldats mutins : un mort, trois blessés. Contrairement à ce que racontent beaucoup de manuels scolaires, Pétain n'a pas bonne presse, en dépit de l'amélioration des rations. Il prend des mesures d'exception : décision de jugement en conseil de guerre sans instruction préalable (1<sup>er</sup> juin), suppression des recours en révision pour les cas d'insoumission ou de révolte (8 juin), révocation des suspensions de peine (10 juin), droit de recourir aux exécutions sans en référer au pouvoir politique (12 juin). Il en résulte 500 condamnations, 27 exécutions, l'envoi de centaines de mutins aux travaux forcés ou dans des bataillons disciplinaires en Afrique, voire en première ligne jusqu'à ce que mort s'ensuive. Malgré la fréquence des grèves ouvrières à l'arrière, bien avant

que n'éclatent les mutineries, il n'y a pas eu en France de force politique ou sociale qui puisse servir de relais aux mutins, contrairement à la Russie où les mouvements au front ou à l'arrière se nourrissent mutuellement.

### Le Soviet de la Courtine

Et en France, il y a le cas des 40 000 soldats russes prêtés par le tsar, 500 sont morts en Champagne, 4472 dans la Marne et au Chemin des Dames pour le seul mois d'avril. Le 1<sup>er</sup> mai, des bataillons russes manifestent à Neufchâteau (Vosges) et à Baye (Marne) avec des banderoles « SOCIALISME, LIBERTÉ, ÉGALITÉ ». La première brigade est formée d'ouvriers moscovites qui appliquent en France le 1<sup>er</sup> *prikaz* du soviét de Petrograd et constituent un embryon de soviét. 9000 soldats russes sont envoyés, militairement encadrés, au camp de La Courtine, dans la Creuse et la répression s'abat sur eux du 16 au 18 septembre 1917. Il y aura douze morts. Le soviét avait réussi à approcher les paysans de la région de Samara, qui formaient la troisième brigade, plus réticente au début. Après ce massacre, beaucoup d'entre eux sont réexpédiés sur différents fronts, alors que leur revendication est de rejoindre la Russie révolutionnaire. En Italie, après la défaite de Caporetto, en octobre, le général Cadorna réprime les mutineries en faisant exécuter un homme sur dix, rappelant l'étymologie latine du mot « décimer ». Alors oui, les mutineries de 17 ont eu objectivement, et souvent subjectivement, un caractère révolutionnaire. Il faut attendre en France 1998 pour que les mutins soient réhabilités, et encore...

Zdenek Zavladil,  
15 mai 2017

1. Le célèbre film *Les Sentiers de la gloire* (*Paths of Glory*) de Stanley Kubrick (1957), censuré par de Gaulle, relate un cas de répression en 1916 – trois soldats fusillés après un conseil de guerre.

## Formation - théorie : Le marxisme face au stalinisme (VIII)

# Staline = tout sauf des révolutions !

**Nos exposés sur le stalinisme, nous l'avons dit, ne consistent pas en une histoire du stalinisme et de l'URSS et, nous l'espérons, aideront nos lecteurs qui en ont envie ou besoin, à s'orienter dans leurs lectures. Ainsi, de même que nous n'avons pu relater la tranche d'histoire du parti communiste allemand lors de la montée du nazisme, nous ne pouvons ici développer la trame des procès de Moscou. Nous livrons ici donc ici notre avant-dernier exposé de contribution à la formation sur le stalinisme et la bureaucratie du Kremlin.**

L'année 1934 marque un nouveau tournant fatal pour le communisme organisé. De la pire façon bureaucratique, Staline a appliqué, à marche forcée et dans la pire improvisation, le programme de collectivisation des terres et de développement industriel qui, à l'origine, était le programme défendu par Trotsky face à Staline et Boukharine. Le développement des forces productives a alors redonné vie aux revendications ouvrières qui renaissent face aux conditions de travail extrêmement dures, aux salaires aux pièces. La contestation politique rampante tend à nouveau à se cristalliser, sur une ligne ouvrière antibureaucratique.

### La liquidation des communistes

Survient l'assassinat de Kirov, membre de l'appareil central de Staline, par un certain Nikolaïev. Alors commence la vague des arrestations, des déportations puis des procès de Moscou. La quasi-totalité de l'appareil historique du PCUS<sup>1</sup> sera ainsi liquidée à l'issue de simulacres de procès menés par le procureur Vychinski, ancien menchevik antibolchevique recyclé. Les procédés sont ceux de la pire Inquisition (aveux extorqués sous la torture psychologique et physique) pour accréditer la thèse d'un centre terroriste contre-révolutionnaire mené par Trotsky depuis l'étranger. Mais ce sont aussi des centaines de milliers de communistes qui sont ainsi décimés. Rakovski, Zinoviev, Boukharine, Kamenov et nombre de « vieux bolcheviks » y compris staliniens seront finalement exécutés. L'État-major de l'armée lui-même est soumis à une purge terrible qui affaiblira considérablement l'Armée rouge en 1941 quand Hitler envahira l'URSS. Ainsi, le maréchal Mikhaïl Toukhatchevski, génie militaire incontesté sera exécuté en 1937. Cet officier aristocrate qui a rallié les bolcheviks en 1918 après avoir contesté le tsarisme était un obstacle sérieux dans les démarches que Staline entreprenait déjà en vue d'un accord avec Hitler. Staline s'attache éga-



Mikhaïl Toukhatchevski

lement à faire disparaître tous les dirigeants et cadres dont il est redevable. Désormais, tous ses « seconds couteaux » sont sélectionnés parmi ceux qui lui sont redevables de leur carrière.

### Fronts populaires contre la révolution

En 1934-1935, Staline impose un nouveau tournant à l'Internationale communiste. Les partis communistes domestiqués au nom de leur « bolchevisation » ont secrété leur propre bureaucratie entièrement soumise à Staline et ses séides, agissant comme des courroies de transmission de la bureaucratie du Kremlin.

A la lutte contre les « sociaux fascistes » (les partis socialistes) succède la politique des fronts populaires avec les partis sociaux-démocrates et des partis bourgeois, tels le vieux parti radical corrompu en France<sup>2</sup>. Cette politique est liée aux accords de Staline avec les « démocraties occidentales ». Mais c'est surtout une politique contre-révolutionnaire active qui trouvera en Espagne son expression la plus achevée et la plus féroce : la défense de la « démocratie » contre Franco va servir de justificatif pour torturer, exécuter militants du POUM<sup>3</sup> très implanté en Catalogne (dont Andrés Nin, son prestigieux dirigeant) et

militants anarchistes qui étaient partie prenante d'un mouvement révolutionnaire de masse des ouvriers et paysans pauvres.

### Le pacte Hitler - Staline

Cette politique qui va permettre la victoire de Franco en Espagne va trouver son débouché le 23 août 1939 dans le pacte Hitler-Staline. Contrairement à ce que nombre d'historiens prétendent, il ne s'agissait pas d'un pacte de non-agression induit par la capitulation de la France et de l'Angleterre face à Hitler à Munich. C'était une alliance. Des militants communistes allemands réfugiés en URSS furent livrés à la Gestapo. Des accords économiques permirent aux nazis de surmonter les conséquences du blocus occidental et de dépecer la Pologne conjointement. Ce pacte servit de prétexte à la traque « républicaine » contre les militants communistes en France. Trotsky avait prévenu que Staline, dès 1933, recherchait cet accord avec Hitler. Bien qu'il savait que Hitler chercherait à envahir l'URSS, Staline pensait le retenir le plus longtemps possible en spéculant que la guerre hitlérienne à l'Ouest serait longue... Au début des années 30, Staline avait déjà choisi : plutôt Hitler que la révolution en Allemagne. Tout sauf des révolutions !

Daniel Petri,  
15 mai 2017

1. Parti communiste d'Union soviétique.
2. A ce propos voir notre article : <http://www.lacommune.org/Parti-des-travailleurs/blog/Dossiers/Dossier-du-mois-Juin-1936-i1478.html>
3. Parti ouvrier d'unification marxiste.



Andrés Nin

# La Commune

N° 117 (nouvelle série)

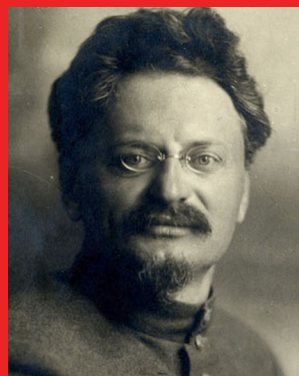
N° 174 (ancienne série)

**Fondateur :** Pedro Carrasquedo †  
(directeur de publication 1992 - 2015)

**Rédacteur en chef :** Daniel Petri

**Comité de rédaction :** Francis Charpentier, Daniel Petri, Wladimir Susanj, Paul Dumas, Rémi Duteil, Isabelle Foucher, Jérôme Lefaure, Julie Charmoillaux, Jenofa Serbielle, Pierre-Yves Chiron, Domingo Blaya, Ada Degert, Jean-Baptiste Carrier, Mohand Kebaïli.

**Directeur de publication :**  
Jean-Baptiste Carrier



Léon Trotsky

Commission paritaire en cours

Imprimerie spéciale

\*  
\* \* \*

La Commune du prolétariat parisien, en 1871, n'a pas cessé de nourrir de ses leçons le mouvement ouvrier international. Karl Marx et Friedrich Engels seront amenés à corriger le Manifeste du Parti Communiste en précisant dans la préface de 1872 : « La Commune, notamment, a fourni la preuve que la classe ouvrière ne peut pas simplement prendre possession de la machine politique existante et la mettre en marche pour la réalisation de ses propres buts. »

C'est ainsi que la Commune de Paris, premier gouvernement ouvrier et paysan, démontrera aux yeux du monde la capacité de la classe ouvrière à prendre en main sa propre destinée et, par là même, à lutter pour l'émancipation de l'humanité des chaînes de l'exploitation et de l'oppression capitalistes.

Notre revue s'inscrit pleinement dans cette continuité révolutionnaire, celle qui amènera Léon Trotsky à lutter pour la IV<sup>e</sup> Internationale.

« Le caractère socialiste de la révolution, déterminé par les facteurs sociaux fondamentaux de notre époque, n'est cependant pas servi tout prêt et tout assuré dès le début même du développement révolutionnaire. Non, dès avril 1931, le grand drame espagnol a pris le caractère d'une révolution "républicaine" et "démocratique". Pendant les années qui suivirent, la bourgeoisie a su imposer son estampille aux événements, bien que l'alternative léniniste : communisme ou fascisme, ait gardé - en dernière analyse - toute sa valeur. »

Trotsky, 1937